

Luxure, cupidité et politique

Peter Vogel

Chef adjointe, PHC Canada

Pornographie, prostitution légalisée et trafic sexuel : qu'est-ce qu'ils ont en commun? Vos candidats locaux aux élections (à quelques exceptions près) ne voudront pas parler des liens qui les unissent.

Ces sujets sont vastes et profondément troublants; ils montrent les profondeurs de la dépravation humaine.

Pour planter le décor, nous devons reconnaître avec gratitude que le Canada n'a pas été privé de loi sur la prostitution. Bien que la Cour suprême ait annulé¹ la loi canadienne contre la prostitution en 2013, une nouvelle et meilleure loi² a été élaborée en réponse. Cette loi rend l'achat de services sexuels illégal, en imposant la responsabilité pénale à ceux qui exigent et non à ceux qui vendent (qui sont généralement exploités par un proxénète). La loi interdit également la publicité de ces « services ». La situation aurait pu être bien pire si le Canada avait suivi l'exemple néerlandais³ de légalisation des bordels et de la prostitution. Cela a conduit les Pays-Bas à une prostitution bien plus secrète et illégale qu'avant la légalisation. Nous devons rester vigilants pour protéger notre loi contre l'érosion.

En ce qui concerne le trafic sexuel, nous disposons également de lois qui protègent mieux les victimes qu'auparavant, en grande partie grâce aux efforts de l'ancienne députée Joy Smith.⁴ Le problème dans ce domaine n'est pas l'absence de bonnes lois, mais la difficulté à appliquer la loi. Bien que le trafic soit illégal, il est répandu et il existe une demande.

Maintenant, quand vous pensez au trafic sexuel, ne pensez pas : « Comment les passeurs internationaux introduisent-ils leurs victimes au Canada? Pourquoi ne protégeons-nous pas nos frontières? » Bien qu'il y ait des victimes d'autres pays, le principal problème du Canada est à l'intérieur. Il est beaucoup plus proche de chez nous que beaucoup pourraient l'imaginer. Il y a des proxénètes dans des villes comme la vôtre qui recherchent des jeunes femmes vulnérables et essaient de les « lier d'amitié ». Ils leur donnent ce qu'ils veulent, puis les éloignent de leur famille, les rendent dépendants d'eux-mêmes (les proxénètes), puis les vendent encore et encore. Certaines forces de police ont des divisions qui traitent exclusivement de ces crimes et essaient d'aider ces femmes à sortir tout en arrêtant les proxénètes.

Mais le fait est qu'il y a une forte demande.

Qu'est-ce qui alimente la demande? De nombreux facteurs pourraient être énumérés, mais bien sûr, la convoitise est à la base. Et la luxure est facilement alimentée par la pornographie. La pornographie a un impact significatif⁵ sur le développement du cerveau (y compris la dépendance), en particulier chez les jeunes. De nombreuses études⁶ montrent également un lien entre la pornographie et les comportements sexuels agressifs. Cette agression a entraîné des viols et des meurtres,⁷ ainsi que la demande de prostituées.

Alors, que fait le Canada contre la diffusion de la pornographie? Profitant de cela. Montréal abrite certaines des plus grandes entreprises liées à la pornographie au monde.⁸ Encore une fois, cela pourrait ne pas être ce que vous pensez. L'activité qui se fait à Montréal n'est pas la production de vidéos sales et dégradantes, mais plutôt l'activité technique consistant à héberger des sites Web (comme Pornhub). C'est similaire à d'autres travaux informatiques, sauf que les clients de Pornhub sont des producteurs de pornographie et que leur activité consiste à diffuser leur matériel sur les écrans du plus grand nombre possible d'utilisateurs. Tout cela est légal, mais cela mène à des crimes de toutes sortes. Le trafic sexuel est le principal problème et nos politiciens devraient le prendre comme point de départ.

Nos politiciens devraient commencer à s'attaquer à l'industrie du porno à Montréal en leur faisant prouver que chaque image et chaque vidéo qu'elle contribue à distribuer, à éditer ou à stocker de quelque manière que ce soit, n'est pas le résultat d'un trafic ou de la contrainte. Ce sera très difficile à faire car les deux sont étroitement liés.⁹ Des lois de ce genre bien appliquées pourraient paralyser le rôle du Canada dans la distribution de pornographie.

Encore une fois, nous devons noter qu'un député a soulevé la question de la pornographie violente au cours de cette session du Parlement. Le député Arnold Viersen présente la motion M-47 afin de lancer une étude sur les effets de la pornographie violente. Tous les partis et députés ont publiquement manifesté leur appui à cette motion, mais celle-ci a finalement été annulée parce que « Malgré les preuves d'une corrélation entre les attitudes et comportements sexuels négatifs et le visionnage de pornographie, la recherche n'a pas établi de relation de cause à effet entre la population en général à ce jour. »¹⁰ Peut-être n'ont-ils pas semblé assez sérieux parce qu'ils ne voulaient pas en traiter les conséquences et les implications. Quoi qu'il en soit, c'est bien que la question ait été soulevée.

Il ne devrait pas être surprenant de voir également un lien avec l'avortement. Les activités sexuelles irresponsables entraînent souvent des grossesses non planifiées et les pères qui ne veulent pas assumer leurs responsabilités voient l'avortement comme un moyen facile de s'en sortir. Ainsi, l'avortement permet aux hommes irresponsables et exploitateurs de faire ce qu'ils veulent sans conséquences pour eux-mêmes. Les féministes devraient être outrés.

Notre premier ministre prétend être une « féministe », peu importe ce que cela signifie. Cela devrait signifier s'opposer à l'exploitation et à l'objectivation des femmes. Cela devrait signifier être anti-pornographie et anti-traffic sexuelle. Il s'est prononcé contre le trafic,¹¹ mais n'a exprimé sa préoccupation que pour la pornographie.¹² Il devrait être en tête dans ces batailles.

Politiquement, nous devons dénoncer la pornographie et sa distribution au Canada. Pornhub doit être fermé en tant que menace pour la santé publique. Il ne faut pas revenir en arrière sur les lois canadiennes contre l'achat de services sexuels, et les lois contre le trafic doivent être appliquées.

Moralement, nous ne devons pas seulement dénoncer les méfaits de la visualisation de la pornographie et de l'exploitation sexuelle des personnes, nous devons également faire briller les lumières qui montrent au monde qui nous entoure que le mariage est bon et que le célibat est possible et enrichissant.

Rejoignez le PHC¹³ si vous n'êtes pas déjà membre et prenez position moralement pour ce qui est bien et juste et opposez-vous à tout ce qui est mal dans notre pays.

Notes de bas de page

¹ www.cbc.ca/news/politics/supreme-court-strikes-down-canada-s-prostitution-laws-1.2471572

² www.justice.gc.ca/eng/rp-pr/other-autre/c36faq/

³ buyingsexisacrime.org/index.php/get-info/the-netherlands-model

⁴ www.joysmithfoundation.com/p/our-history

⁵ www.yourbrainonporn.com/research/

⁶ fightthenewdrug.org/new-study-shows-that-watching-porn-is-linked-to-real-life-sexual-aggression/

⁷ strengthtofight.ca/a-young-girl-is-dead-and-we-all-fit-the-killers-profile/

⁸ www.thrillist.com/sex-dating/montreal/montreal-porn-industry

⁹ fightthenewdrug.org/by-the-numbers-porn-sex-trafficking-connected/

¹⁰ www.ourcommons.ca/DocumentViewer/en/42-1/HESA/report-11/page-18

¹¹ pm.gc.ca/en/news/news-releases/2017/06/09/prime-minister-underlines-commitment-fight-sex-crimes-and-trafficking

¹² www.cbc.ca/news/politics/justin-trudeau-makes-careless-nod-to-anti-black-stereotypes-says-toronto-journalist-1.3238441

¹³ www.chp.ca/accueil/Rejoignez-nous

Parti de l'Héritage Chrétien du Canada

chp.ca/fr/accueil • NationalOffice@chp.ca • 1-888-VOTE-CHP (868-3247)

PO Box 4958, Station E, Ottawa, Ontario K1S 5J1

Ce Communiqué peut être copié
